Globethics Repository



UNRISD Recherches et politiques – Synthèse 2

This page was generated automatically upon download from the Globethics Repository. More information on Globethics see https://www.globethics.net. Data and content policy of Globethics Repository see https://repository.globethics.net/pages/policy.

Item Type	Journal
Authors	Powell, Michael
Publisher	L’ Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD
Rights	With permission of the license/copyright holder
Download date	2026-11-03 06:11:11
Link to Item	http://hdl.handle.net/20.500.12424/178844

UNRISD Institut de Recherche des Nations Unies pour le Développement Social

Le développement social et la "révolution de l'information"

Leçons des recherches effectuées au Sénégal

La question dans son contexte

La "révolution de l'information" fait couler beaucoup d'encre. De nombreux observateurs jugent dépassée l'idée d'un changement radical des procédés technologiques et n'hésitent pas à avancer la notion de "société de l'information" ou même d'un nouveau cycle de l'histoire. En même temps, les différences flagrantes entre pays industrialisés et pays en développement pour ce qui est de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) ont amené à parler de "fracture numérique", ce qui sous-entend que la relative inaccessibilité des TIC est en soi un handicap stratégique que l'on peut et devrait dissocier nettement d'une multitude d'autres problèmes de développement. Y a-t-il vraiment une révolution de l'information? Si oui, dans quelle mesure se distingue-t-elle d'autres processus de changement tels que la mondialisation et quelles conséquences faut-il en tirer au niveau des politiques publiques? Toutes ces questions suscitent des débats passionnés.

Si une révolution de l'information est effectivement en cours, elle devrait se traduire par un profond changement des rapports sociaux et économiques. Pour en examiner les signes dans un contexte spécifique, l'UNRISD a constitué une équipe multidisciplinaire au Sénégal pour étudier les incidences des TIC sur de multiples aspects de la vie dans ce pays. Les résultats de ces recherches permettent de mieux comprendre les changements que les TIC peuvent entraîner dans une société et, en révélant les conséquences sociales que peuvent avoir certains choix politiques, peuvent également intéresser d'autres pays.

Le Sénégal a été choisi pour diverses raisons. D'une part, c'est un pays à bas revenu, qui se débat pour sortir d'une profonde crise économique. Le chômage déclaré dans les villes se situe aux alentours de 29%. Un tiers de la population est pauvre ou très pauvre. Les dernières décennies ont été marquées par une forte émigration. D'autre part, le Sénégal a beaucoup investi dans l'infrastructure des télécommunications et de l'information, qui est l'une des plus modernes de l'Afrique subsaharienne. Il a une politique qui vise à encourager l'accès du plus grand nombre au téléphone et aux technologies de l'Internet. La mainmise du gouvernement sur les médias s'étant relâchée ces dernières années, d'importantes perspectives se sont ouvertes aux radios et télévisions indépendantes. Quelles en sont les conséquences sur le développement? Quel rôle les TIC peuvent-elles jouer et que font-elles effectivement pour améliorer le climat et le rendre plus favorable à la croissance économique, au bien-être social et à la démocratie?

Résultats des recherches

L'UNRISD a commandé plusieurs études, qui ont porté sur les principaux secteurs de la société sénégalaise—le gouvernement, les médias et les entreprises—et des services tels que ceux de la santé et de l'éducation. Les résultats de ces études sont résumés à la page suivante.

Les recherches de l'UNRISD

Les recherches, pour lesquelles l'UNRISD a bénéficié de fonds du Ministre néerlandais de la coopération au développement, ont été coordonnées par Momar-Coumba Diop, de l'Institut fondamental d'Afrique Noire Cheikh Anta Diop (Dakar), dont le premier soin a été de demander à Olivier Sagna d'effectuer une vaste étude de l'utilisation passée et présente des TIC au Sénégal. Les éléments détaillés fournis par cette étude ont servi à planifier la suite du projet.

Un séminaire, tenu à Dakar en janvier 2000, a réuni un échantillon des parties intéressées—des universitaires, des représentants de sociétés locales spécialisées dans les TIC, de sociétés indépendantes d'information, d'ONG (notamment OSIRIS, l'Observatoire sur les systèmes d'information, les réseaux et les inforoutes au Sénégal) et de l'UNRISD. Les participants à la réunion ont débattu du programme de recherche et ont décidé de faire appel à une équipe pluridisciplinaire de chercheurs locaux, comprenant notamment des employés d'ONG et de médias indépendants mais aussi des universitaires établis au Sénégal. Dix autres études ont été commandées et deux subventions modestes ont été versées à des étudiants qui travaillaient sur les mêmes types de sujets. Un contrat a été conclu avec un quotidien national indépendant, le *Sud Quotidien*, pour qu'il publie une série de huit suppléments de quatre pages sur les TIC au Sénégal, dont les rapports des recherches.

Les chercheurs ont débattu de leurs travaux lors d'une conférence de l'UNRISD qui s'est tenue à Dakar en juillet 2001 et dont l'ouverture a été assurée par Abdoulaye Baldé, Secrétaire général du cabinet du Président. Le rapport qui en a été publié par la suite dans la série des Conférence Infos de l'UNRISD sous le titre *Les technologies de l'information et de la communication et le développement social au Sénégal* a été largement diffusé au Sénégal et a relancé encore le débat dans le pays. A la suite de la conférence, plusieurs études ont été révisées et traduites (voir plus bas la rubrique Autres lectures); beaucoup ont été également traduites en anglais et sont disponibles sur le site www.unrisd.org.

Le déroulement des recherches

Les travaux de l'UNRISD au Sénégal, réalisés par des chercheurs locaux, illustrent une démarche qui …

- était itérative—les chercheurs pouvaient et voulaient bien modifier le contenu et l'orientation de leurs recherches après avoir consulté les autres parties intéressées;
- participative—tout un éventail de parties intéressées venues de divers secteurs établissait le programme de recherche, choisissait les chercheurs et mettait à profit cette participation pour élargir le cercle des personnes et des institutions susceptibles de s'intéresser aux résultats de la recherche;
- développait la capacité de recherche—en soutenant le travail de chercheurs locaux et en faisant en sorte que le savoir acquis soit accessible aux décideurs au niveau national;
- investit dans les produits de l'information, en présentant les résultats de la recherche sous des formes différentes, adaptées à la diversité des publics visés: documentation sur la Toile, documents de travail, un bulletin, un volume revu et corrigé et des échos dans la presse.

Cette démarche se distinguait de celle souvent choisie, qui consiste à prescrire de l'extérieur les recherches à exécuter et qui…

- risque de détourner de la recherche les personnes et les processus qu'elle est censée servir (les bénéficiaires du développement);
- risque de nuire à la qualité et à l'utilité des recherches en limitant la diversité des savoirs et des approches conceptuelles (en ignorant les sources de savoir les plus proches du sujet);
- ne développe ni les connaissances ni la capacité locales, alors qu'il serait possible de créer un fonds durable dont pourraient se nourrir les initiatives politiques locales ainsi que les interventions futures de développement.

- Malgré de gros investissements consentis par la Sonatel (l'ancien monopole) dans l'infrastructure des télécommunications, l'introduction et l'utilisation des TIC se sont révélées problématiques dans les secteurs tant public que privé. Il semble qu'il y ait une corrélation positive entre un investissement lourd dans les technologies et l'équipement de la communication et la santé de l'économie nationale, mais cette conclusion appelle des réserves importantes quant à son interprétation ou sa pérennité. On peut aussi faire valoir qu'il eût été possible d'obtenir un meilleur rendement en investissant le même capital dans d'autres domaines.

- Le gouvernement lui-même n'est pas un exemple en matière d'utilisation d'ordinateurs car il en a assez peu, et encore moins d'appareils qui soient en réseau et connectés à l'Internet.

- Si l'on s'emploie activement à trouver aux TIC des applications dans le domaine de la santé et de l'éducation, leur utilisation est encore très limitée au niveau national. Les problèmes liés à l'alimentation électrique et au coût de la connexion à l'Internet n'ont pas été surmontés et un modèle de rentabilisation à long terme fait encore défaut.

- Les entreprises, surtout les plus grandes, utilisent largement les ordinateurs, y compris en réseau, mais principalement pour gérer leurs données internes. Très peu font partie de chaînes d'approvisionnement reposant sur les TIC ou se sont lancées sans retenue dans le commerce électronique. Une culture du contrôle de l'information, la peur des virus et du piratage, jointe au coût d'un soutien technique peu fiable, militent contre un recours généralisé à l'Internet.

- Les médias ayant acquis récemment leur indépendance peuvent être considérés comme des pionniers de la communication moderne—pour la diffusion d'informations non censurées, l'introduction de techniques interactives de communication avec leurs auditeurs et téléspectateurs et leur usage des téléphones portables. Cependant, dans leur fonctionnement quotidien, ils utilisent peu les ordinateurs connectés à l'Internet.

Plusieurs autres études ont permis d'examiner un large éventail de milieux sociaux et de recueillir des statistiques sur l'utilisation des TIC par le public. Le tableau qu'elles brossent de la société sénégalaise dans son ensemble est encourageant.

- La création de quelques 10.000 télécentres à ligne fixe et l'expansion rapide de la téléphonie mobile ont entraîné une explosion de l'utilisation du téléphone et, dans une moindre mesure, de celle de l'Internet.

- Les médias indépendants, dont on se sert notamment pour réagir et s'exprimer, suscitent un vif intérêt, ce qui a des retombées positives sur le développement de langues locales comme le wolof et sur la transparence, la responsabilisation de la classe politique et la démocratie dans le pays.

- L'Internet est devenu un outil stratégique pour la fraternité mouride, qui se sert de son influence politique locale pour négocier la mise en place d'un réseau de télécommunication moderne et commercialement viable dans la ville de Touba et exploite ce réseau pour resserrer ses liens économiques et sociaux avec ses membres, disséminés dans le monde.

- La diaspora sénégalaise est un gros consommateur de TIC, y compris d'images et de sons, et investit beaucoup dans ces technologiques. Cette utilisation a d'importantes répercussions économiques et sociales, tant sur les émigrés que sur leurs villages d'origine: rapidité et forme des envois de fonds, découverte de créneaux commerciaux, maintien avec et par les émigrés de liens sociaux de qualité, et changement du statut social des proches

qui sont chargés de s'occuper du téléphone portable, moyen capital de communication, et de gérer les communications multiples qu'il rend possibles.

- Les TIC, notamment l'usage généralisé du téléphone portable, ont une influence sur l'économie informelle. Avec l'amélioration de la communication, les gens sont mieux à même de rendre les services les plus divers. Le développement des relations entre certaines micro-entreprises—celles qui s'occupent de la réparation des ordinateurs ou les exploitent dans des télécentres, par exemple—et les banques, électriciens et fournisseurs de téléphones peut inciter certaines entreprises à s'intégrer à l'économie organisée.

Ces résultats portent à croire, non pas que l'usage des TIC par la population est sans problème, mais plutôt qu'il prend parfois des formes et des orientations inattendues. Les obstacles et barrières sont légion et les nouveaux rapports sociaux et économiques qui s'établissent ne sont pas tous nécessairement moins exploiteurs que ceux qu'ils remplacent. Les résultats font cependant apparaître un grand dynamisme et beaucoup d'innovation: les gens adaptent les nouveaux outils à leurs besoins et sont ouverts aux changements possibles. Ils soulèvent aussi des questions de fond dans les débats sur la révolution de l'information, la société de l'information, les TIC et le développement.

Incidences sur les politiques

S'agissant de la politique et de la pratique du développement, où vaut-il mieux investir ses efforts et ses ressources? La majeure partie du discours sur la société de l'information et la fracture numérique porte sur les moyens d'amener les principales organisations des secteurs public, privé et social à se rallier aux pratiques adoptées et encouragées en matière d'information par les entreprises transnationales et les organisations intergouvernementales. La notion de "e-préparation" (*e-readiness*) est révélatrice à cet égard: elle fixe les conditions à remplir pour entrer dans ce club mondial. Pourtant, ces conditions sont aujourd'hui totalement inaccessibles pour la plupart des pays en développement.

Les recherches de l'UNRISD portent à croire que les "acteurs de premier plan" au Sénégal, bien que relativement nantis et conscients de l'utilisation croissante des TIC dans le monde autour d'eux, ne sont pas à même, pour des raisons d'environnement, de culture organisationnelle, de coût et à cause du soutien dont ils disposent sur place, d'imprimer à l'économie et à la société sénégalaises l'élan qui les transformerait ou modifierait leur position dans l'économie mondiale. S'il est des secteurs de la société dotés de cette capacité dans le pays, ce sont ceux qui étaient auparavant marginalisés dans l'économie ou considérés comme insignifiants au regard du "progrès économique moderne".

Le choix politique qui s'ensuit consiste soit à favoriser l'appropriation ou l'adaptation de la technologie par des individus appartenant à ces secteurs, en reconnaissant que l'utilisation de la technologie en Afrique est naturellement socialisée, soit à chercher à surmonter les obstacles structurels à une participation lucrative aux pratiques mondiales en matière d'information. La première solution a des chances d'avoir des effets économiques plus immédiats au niveau local et de se rattacher plus visiblement à la lutte contre la pauvreté, objectif primordial du développement.

Que révèlent, de manière générale, ces recherches sur la révolution de l'information et "la" société de l'information?

D'abord et surtout, on aurait tort de croire qu'il ne pourrait ou ne devrait y avoir qu'une société de l'information. La société du Sénégal, comme celle d'autres pays, a certainement l'étoffe d'"une" société de l'information, mais sa nature précise et les technologies qu'elle exploitera le plus dépendront étroitement de son histoire propre et de ses possibilités actuelles. La vision d'une société mondiale de l'information utilisant partout et de la même façon les mêmes technologies est d'une utilité théorique douteuse et ne repose sur aucun fondement empirique.

Ensuite, la révolution de l'information a peut-être des caractéristiques semblables à celles qui ont bouleversé les méthodes de production dans le passé, en ce sens qu'elle crée des possibilités nouvelles, qui sont exploitées par des forces dans une large mesure autonomes, notamment dans leurs modes d'organisation, et souvent éloignées des centres de contrôle.

Si c'est le cas, les recherches menées pour éclairer les décideurs politiques doivent être axées sur la dynamique des nouvelles pratiques qui voient le jour sur le terrain dans des contextes spécifiques et sur leurs conséquences pour l'avenir. Il faut bien les comprendre pour pouvoir évaluer si les institutions en place ou les programmes de recherche sont encore en phase avec l'évolution qui se prépare. Il faut aussi bien comprendre cette dynamique afin d'orienter le financement du développement vers telles ou telles tendances se dessinant dans les domaines social et économique. Sinon, les investissements publics risquent de dresser involontairement des obstacles et de boucher des horizons plutôt que d'en ouvrir. Ce qui est certain, c'est qu'en partant des mots d'ordre actuels et en cherchant ensuite à les appliquer à des processus de transformation que l'on comprend mal, on court à l'échec.

Et la fracture numérique, qu'en est-il?

Les recherches menées au Sénégal montrent qu'il existe des barrières et des obstacles pratiques que le pays doit surmonter s'il veut tirer le maximum de profit de ses investissements dans l'information. Il viendra à bout de bon nombre d'entre eux et l'usage des TIC continuera sans doute à se répandre. Il est cependant peu probable que celui-ci se développe au point d'atteindre les proportions atteintes dans les pays plus développés, dotés d'une meilleure infrastructure, où le matériel et les services sont moins chers et où le personnel technique compétent ne manque pas. L'éventail des questions à régler pour éviter que la fracture numérique ne continue à s'élargir est aussi vaste que le thème du développement lui-même. En tant que telles, les recherches effectuées au Sénégal présentent des arguments convaincants en faveur de la thèse avancée dans une autre publication de l'UNRISD, *The Development Divide in a Digital Age*: les TIC en soi ne constituent pas une panacée et ne permettent pas de résoudre les graves problèmes de fond posés par le sous-développement.

Autres lectures

Diop, Momar-Coumba (éd.). 2002. *Le Sénégal à l'heure de l'information: Technologies et société*. UNRISD et Karthala, Paris.

Hewitt de Alcántara, Cynthia. 2001. *The Development Divide in a Digital Age: An Issues Paper*. Programme "Technologie, entreprises et société", document No. 4. UNRISD, Genève. http://www.unrisd.org/infotech/programme/alcantara.

Sagna, Olivier. 2001. *Les technologies de l'information et de la communication et le développement social au Sénégal: Un état des lieux*. Programme "Technologie, entreprises et société", document No. 1. UNRISD, Genève. http://www.unrisd.org/infotech/senegal/sagna-fr.

Thierno Lo, Mame. 2001. *Enjeux et pratiques des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) dans le secteur informel au Sénégal*. Thèse préparée pour le diplôme d'études approfondies de sociologie, Université Cheikh Anta Diop, Dakar.

Les études suivantes, chapitres du livre précité édité par Momar-Coumba Diop, ont été traduites en anglais et on peut en trouver le texte (non définitif) sur le site Internet de l'UNRISD.

Barry, Philippe et Hamidou Diop. 2002. *The Impact of Internet on the Operations of Medium and Large Industrial Enterprises*. http://www.unrisd.org/infotech/senegal/barry-diop.

Coulibaly, Abdou Latif. 2002. *New Information and Communication Technologies and Professionals in the Media*. http://www.unrisd.org/infotech/senegal/coulibaly.

Daffé, Gaye et Mamadou Dansokho. 2002. *New Information and Communication Technologies: Challenges and Opportunities for the Senegalese Economy*. http://www.unrisd.org/infotech/senegal/daffe-dansokho.

Dia, Saidou. 2002. *Radio Broadcasting and New Information and Communication Technologies: Uses, Challenges and Prospects*. http://www.unrisd.org/infotech/senegal/dia.

Diop, Momar-Coumba. 2003. *Technologies, Power and Society: An Overview*. http://www.unrisd.org/infotech/senegal/diop.

Guèye, Cheikh. 2002. *The Challenge of NICTs and Their Role in Urban Change: The Case of Touba*. http://www.unrisd.org/infotech/senegal/gueye.

Paye, Moussa. 2002. *New Information Technologies and the Democratic Process*. http://www.unrisd.org/infotech/senegal/paye.

Sagna, Olivier. 2000. *Information and Communications Technologies and Social Development in Senegal: An Overview*. http://www.unrisd.org/infotech/senegal/sagna.

Tall, Serigne Mansour. 2002. *Senegalese Emigrés and New Information and Communication Technologies*. http://www.unrisd.org/infotech/senegal/tall.

Les **Synthèses de l'UNRISD sur les recherches et politiques** visent à améliorer la qualité du dialogue sur le développement. Elles replacent les recherches de l'Institut dans le cadre général des débats sur le développement social, font la synthèse des résultats et attirent l'attention sur des questions à prendre en considération dans le processus décisionnel. Elles fournissent ces informations sous une forme condensée qui devrait être utile notamment aux décideurs politiques, aux universitaires, aux militants et aux journalistes.

La présente Synthèse a été rédigée en anglais en mars 2004 par Michael Powell, coordinateur du projet de l'UNRISD sur les technologies de l'information et le développement social. Elle a été traduite en français par Martine Cullot. Cette publication a été produite grâce au financement du budget général de l'UNRISD, auquel contribuent les gouvernements du Danemark, de Finlande, du Mexique, de Norvège, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de Suède et de Suisse et que l'Institut remercie. Téléchargez cette publication gratuitement depuis **www.unrisd.org/publications/rpb2f**.

Copyright © UNRISD. De brefs extraits de cette publication peuvent être reproduits en l'état sans autorisation, à condition d'en indiquer la source. Pour obtenir des droits de reproduction ou de traduction, adresser sa demande à l'UNRISD, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse. L'UNRISD accueille favorablement ces demandes.

UNRISD
INSTITUT DE RECHERCHE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

L'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) est une institution autonome qui encourage des recherches sur des enjeux sociaux du développement. Menées principalement dans des pays en développement, ses études multidisciplinaires sont effectuées en collaboration avec le vaste réseau d'universitaires et d'instituts de recherche avec lequel il travaille.

Pour de plus amples informations sur l'Institut, s'adresser à Nicolas Bovay, responsable de l'information, UNRISD, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse; téléphone 41 (0)22 9171143, fax 41 (0)22 9170650, bovay@unrisd.org, www.unrisd.org.

Printed in Switzerland GE.05-00991-May 2005-1,500 UNRISD/RPBf/05/2 ISSN 1815-0845